

Questions orales

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, comme toujours, la politique de notre gouvernement a été élaborée à la suite de consultations avec les intéressés. Notre politique, qui consiste à obtenir le maintien et le renforcement de l'article XI dans le cadre de l'Uruguay Round, a été mise au point avec la collaboration des industries assujetties à la gestion de l'offre et des producteurs du Canada. Nous n'avons pas modifié notre position.

Je peux dire au député que les autres pays n'ont exercé aucune pression sur nous pour que nous apportions des changements. J'ai eu des rencontres avec le secrétaire américain à l'agriculture, M. Madigan, de même qu'avec le commissaire européen à l'agriculture, M. Ray McSharry. Loin d'exercer des pressions sur nous, la Communauté européenne a exprimé son appui à l'égard de notre position parce qu'elle croit qu'il est possible pour le Canada et pour elle de travailler ensemble pour clarifier et renforcer l'article XI.

[Français]

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je veux poser ma question supplémentaire au premier ministre. Ce que les agriculteurs canadiens veulent, ce sont des assurances fermes de la part du premier ministre. Le premier ministre peut-il nous promettre aujourd'hui que son gouvernement protégera et renforcera l'article XI du GATT qui permet aux agriculteurs d'avoir des quotas? Est-il prêt à s'engager à ne pas signer aucune entente multilatérale qui ne protège pas les quotas des agriculteurs canadiens?

[Traduction]

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je suis désolé, le député n'a pas dû entendre la réponse que j'ai donnée à son collègue. Cette question vient d'être posée dans une autre langue.

La politique de notre gouvernement ainsi que les mesures que nous proposons pour assurer le maintien et le renforcement de l'article XI dans le cadre de l'Uruguay Round ont été élaborées avec la collaboration des producteurs du Canada et des provinces canadiennes. C'est la position que nous avons adoptée. Nous n'avons pas reculé. Je l'ai déjà dit, nous cherchons des alliés parmi les autres pays participant à l'Uruguay Round. Le député fait signe du doigt et marmonne. C'est à se demander si ma réponse l'intéresse.

L'AGRICULTURE

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, en l'absence du ministre d'État chargé des Céréales, j'adresse ma question au ministre de l'Agriculture. Les agriculteurs de la région canadienne de l'Atlantique sont victimes d'une grave injustice. À titre d'exemple, à cause des coûts de transport des céréales, le lait et ses produits coûtent 11,5 p. 100 plus cher à produire dans l'Atlantique qu'au Québec, et il en coûte 33 p. 100 de plus pour élever des porcs dans cette région qu'en Ontario.

Le gouvernement a en effet réduit de 60 p. 100 l'aide au transport dans le Canada atlantique.

Le ministre peut-il dès maintenant donner à la Chambre l'assurance qu'il répondra aux besoins des agriculteurs du Canada atlantique et qu'il mettra en oeuvre la politique que le conseil des agriculteurs de l'Atlantique a proposée en juin dernier au sujet des céréales fourragères?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je ne prête pas foi aux chiffres avancés par mon collègue, mais je lui rappelle, comme il le sait pertinemment, qu'en vertu du Programme d'aide au transport des céréales fourragères, le gouvernement fédéral fournit, au nom des Canadiens, une aide au secteur agricole du Canada atlantique. Comme il le sait également, à une réunion fédérale-provinciale des ministres de l'Agriculture qui a eu lieu à Kananaskis en juillet dernier, tous les ministres présents ont accepté que nous étudions le système de transport dans le secteur agricole, c'est-à-dire le système d'aide au transport des céréales fourragères dans la région canadienne de l'Atlantique et le système de transport du grain dans l'Ouest.

Nous étudions cette question afin de nous assurer que les deniers publics que nous avons engagés dans le secteur agricole servent le plus efficacement possible les intérêts des producteurs. Ces derniers appuient d'ailleurs notre démarche.

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, selon une proposition du Atlantic Farmers Council, les dépenses fédérales à l'appui du secteur agro-alimentaire, depuis dix ans, ont progressé de 4,3 p. 100 dans la région de l'Atlantique, de 9,2 p. 100 au Québec et en Ontario et de 29,5 p. 100 dans l'Ouest.